

## LES FAITS MARQUANTS DE LA SECA-12/ FMME:LUNDI 29 FEVRIER 2012

Les délégués à la 12<sup>ème</sup> Session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement (SECA-12/FMME) du PNUE se sont réunis ce matin pour la cérémonie d'ouverture, suivie de l'examen des questions d'organisation et de déclarations politiques. Les délégués se sont de nouveau rassemblés dans l'après-midi pour des consultations ministérielles dans le cadre d'un séminaire sur "le changement environnemental et les réponses globales en 2012". Le Comité d'ensemble (COW) s'est également réuni pendant l'après-midi.

### PLENIERE D'OUVERTURE

Graciela Muslera, Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement de l'Uruguay, et Présidente par intérim du CA/FMME, a ouvert la session par un appel aux gouvernements pour qu'ils abordent la gestion des produits chimiques et des déchets lors de la toute prochaine réunion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Soulignant l'importance du renforcement institutionnel, elle a instamment prié les délégués à utiliser Rio+20 pour aborder les défis économiques, sociaux et environnementaux, et pour intensifier leur engagement vis à vis du processus sur le mercure.

Au nom du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, l'ambassadrice Amina Mohamed, Directrice exécutive adjointe du PNUE, a souligné que l'élargissement d'échelle de l'économie verte est un processus qui "mijote depuis 40 ans". Elle a signalé, à propos du Cadre international pour le développement durable (CIDD), le défi de "relier les points" entre la sécurité alimentaire, la ressource en eau et sa gestion, les changements climatiques, l'inégalité et l'autonomisation des femmes, entre autre, et a plaidé pour des résultats clairs, pratiques et reposant sur des bases scientifiques à l'issue de Rio+20, de façon à "réussir l'avenir que nous voulons".

Joan Clos, Directeur exécutif d'UN-HABITAT, a attiré l'attention sur les efforts conjoints du PNUE et d'UN-HABITAT, notamment pour: promouvoir un logement sobre en carbone, rationaliser la mobilité urbaine et les transports publics urbains, affronter les défis des changements climatiques dans le Pacifique, et élargir les idéaux de l'économie verte dans le développement et la gestion des zones urbaines.

Sahle-Work Zewde, Directeur général du bureau des Nations Unies à Nairobi (UNON), a affirmé l'efficacité de l'UNON, sa rentabilité et son engagement envers l'initiative "Delivering as one".

Henri Djombo, Ministre du développement durable, des forêts et de l'environnement de la République du Congo, a affirmé que la région soutient l'économie verte, et a plaidé pour une transformation du PNUE en agence spécialisée sise à Nairobi, avec un système de prise de décision où tous les États soient représentés, apte à assurer la constance et la cohérence de l'administration des Accords environnementaux multilatéraux (AEM).

Dans son discours introductif, Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a décrit a réunion certes comme un galop d'essai pour Rio+20 mais également comme un réexamen de Stockholm+40, et a salué la présence de trois des quatre anciens directeurs exécutifs du PNUE.

Mwai Kibaki, Président du Kenya, a souligné que cette réunion offre une occasion unique pour construire un consensus sur le résultat de Rio+20. Signalant que la transition vers un développement vert requiert des institutions fortes, il a souligné le besoin de réformer la Gouvernance environnementale internationale (GEI). Il a appelé la SECA-12/FMME a soutenir la position commune de l'Union africaine (UA) sur la transformation du PNUE en une agence spécialisée des Nations Unies.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** La SECA-12/FMME a élu Federico Ramos de Armas (Espagne), comme Président du CA. László Borbély (Roumanie), et Dana Kartakusuma, (Indonésie), ont été élus Vice-Présidents. Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/GCSS.XII/1/Add.1/Rev/1). Les délégués ont mis en place un Comité d'ensemble (COW) présidé par László Borbély. Un groupe d'"Amis du Président", chargé de compiler les recommandations pour les consultations ministérielles, a également été mis en place.

Déclaration politique du Directeur exécutif du PNUE: Achim Steiner a mis en exergue le rôle et les réussites du PNUE dans l'actuel climat d'incertitude économique et d'agitation sociale. Il a insisté sur le travail de pionnier mené par le PNUE pour surveiller l'état de l'environnement, l'interface science-politique, les changements climatiques et pour soutenir les AEM. Il a décrit l'évolution du PNUE d'un accent mis sur l'environnement physique vers une nouvelle phase, englobant l'équité, la justice sociale et la durabilité. Steiner a mis en avant la contribution du PNUE au renforcement des liens entre les trois piliers du développement durable, ainsi qu'un processus préparatoire de Rio+20. Concernant cette connexion, il a souligné l'économie verte et le rôle grandissant du PNUE au sein du système des Nations Unies.

Déclaration du Président du Comité des représentants permanents (CRP) au PNUE: L'Ambassadeur Geert Aagaard, Danemark, a présenté sept projets de décisions préparés par le CRP (UNEP/GCSS. XII/L1). Il a décrit les questions à débattre, dont: la question de savoir si une décision sur la GEI devrait être reliée à l'"avant-projet" de document de Rio+20; l'adoption d'une cadre décennal de programmes sur la consommation et la production durables; et l'octroi d'un mandat au Directeur exécutif pour qu'il continue de faciliter le processus visant un financement intégré de la gestion des produits chimiques et des déchets.

La Suisse a présenté un projet de déclaration "Le PNUE à 40", en signalant que le but n'était nullement de préempter les décisions mais d'envoyer un signal ministériel soulignant clairement le besoin de renforcer l'action environnementale.



Le Danemark a fait observer, au nom de l'Union européenne (UE) et de la Croatie, que, même s'il y a eu d'importantes réussites depuis Stockholm, l'état de l'environnement ne s'est pas amélioré. La représentante a signalé que des réformes plus ambitieuses sont nécessaires, et a soutenu les propositions visant à promouvoir le PNUE au statut d'agence spécialisée.

L'Équateur a demandé que le processus préparatoire de Rio+20 intègre les apports des initiatives régionales, en faisant référence à des questions clés pour la région Amérique Latine et Caraïbes, telles que l'inclusion sociale, la solidarité intergénérationnelle et le soutien aux communautés victimes de désastres naturels.

En réponse à la proposition de la Suisse, l'Afrique du Sud a mis en garde, au nom du G-77/Chine, Inde et Brésil, contre l'introduction de nouvelles terminologies à ce stade avancé, estimant que ceci pourrait entraver les progrès du processus préparatoire intergouvernemental pour Rio+20.

### CONSULTATIONS MINISTÉRIELLES

**ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT:** Le Président de Armas a présenté le point consacré aux questions de politique émergente concernant l'environnement et le développement (UNEP/GCSS.XII/13, Add.1 and 2). Dans un discours introductif, Sir Robert Watson, Conseiller scientifique en chef, Royaume-Uni, a priorisé notamment: l'internalisation des externalités économiques; la consommation et la production durables; et l'éducation des filles couplée à l'autonomisation des femmes.

Le Secrétariat a présenté le cinquième rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO 5). Jacqueline McGlade, Agence européenne pour l'environnement, a animé une discussion en panel sur le rapport avec plusieurs ministres de l'environnement. Razan Khalifa Al Mubarak, Secrétaire général de l'Agence de l'environnement d'Abu Dhabi, a souligné le besoin de données fiables, signalant que ceci pourrait être un "point de départ moins contentieux" pour l'action collective. Izabella Teixeira, Ministre de l'environnement du Brésil, a proposé d'adopter la durabilité comme valeur, de relier la démocratie et le développement durable, et d'appeler à une approche intégratrice de l'économie verte. Yoo Young Sook, Ministre de l'environnement de la République de Corée, a décrit une politique nationale de croissance verte sobre en carbone, proposant de jouer le rôle de relais entre les pays développés et les pays en développement. Mercedes Bresso, Présidente du Comité des régions de l'UE, a proposé: une convention sur l'accès à l'information environnementale et la participation du public; la décentralisation de la compilation et de la ventilation de données au niveau local; et des engagements volontaires et mesurables, à mettre en oeuvre en partenariat avec les communautés locales.

Dans un second discours introductif, Lena Ek, Ministre de l'environnement de la Suède, a appelé à: un renforcement du PNUE; et une plus grande coopération et collaboration entre les agences de l'ONU.

Dans un troisième discours introductif, Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire général du groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), a mis en avant l'Accord de Cotonou, qui fournit aux pays ACP une plate-forme pour augmenter les ressources financières destinées à élargir les politiques et programmes de l'économie verte.

Lors d'une session animée par Achim Steiner, les anciens Directeurs exécutifs du PNUE Mostafa Tolba, Elizabeth Dowdeswell, Klaus Toepfer, et Maurice Strong (par écrit) ont émis des contributions pour Rio+20. Tolba a souhaité une méthodologie concrète pour atteindre les objectifs de développement durable, en déplorant les principales faiblesses que sont le non respect et le manque de soutien financier. Dowdeswell a souligné l'importance du travail scientifique du PNUE et le besoin de stopper les discussions sur la gouvernance pour s'atteler aux "vraies questions". Toepfer a estimé qu'il peut y avoir différentes voies menant au développement durable et que le PNUE devrait être en tête de cette discussion. Strong a appelé Rio+20 à soutenir un statut plus élevé pour le PNUE, en affirmant que des changements radicaux dans le système économique demanderaient un degré de coopération sans précédents.

### COMITÉ D'ENSEMBLE

**ORGANISATION DES TRAVAUX:** Le Président László Borbély a ouvert le COW. Liana Bratasida (Indonésie) a été élue comme Rapporteur du COW. Les Délégués ont approuvé le programme de travail du COW (UNEP/GCSS.XII/CW/CRP.1). Amina Mohamed, PNUE, a souhaité la bienvenue aux délégués et a brièvement commenté les sept projets de décisions soumis à la SECA (UNEP/GCSS.XII/L.1).

**GEI:** Le Secrétariat a présenté le projet de décision (UNEP/GCSS.XII/L.1), et les délégués l'ont discuté paragraphe par paragraphe. La Suisse a proposé d'abandonner les références aux "progrès" en matière de mise en oeuvre de la réforme progressive; l'UE a insisté pour que cette référence soit maintenue. Soutenant ceci, les États-Unis ont proposé des réformes et des consultations plus larges sur le CIDD. La Fédération de Russie a proposé de supprimer deux paragraphes faisant référence à la « réforme progressive » qui, selon le représentant, n'est pas claire.

Concernant l'ouverture du FMME à d'autres ministres responsables du développement durable, Cuba et le Mexique ont proposé, avec le soutien du Brésil, de reporter l'étude de ce texte afin d'éviter toute préemption sur les négociations de Rio+20. Les États-Unis ont néanmoins plaidé pour qu'une « voix environnementale » soit maintenue au sein du système des Nations Unies.

**PRODUITS CHIMIQUES ET DÉCHETS :** Le Secrétariat a présenté deux projets de décisions portant sur un processus consultatif pour le financement et le renforcement de la coopération au sein des secteurs des produits chimiques et des déchets (UNEP/GCSS.XII/L.1). L'UE, la Norvège et la Suisse ont soutenu l'accent mis sur une approche intégrée du financement et ont plaidé pour qu'une proposition complète soit élaborée à temps pour être soumise à la troisième Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM 3). La Chine s'est opposée à ce que le présent processus soit relié aux négociations sur le mercure, car celles-ci se trouvent à un stade crucial. Le Brésil, Cuba, l'Argentine et les États-Unis ont signalé que les propositions étaient prématurées et ont appelé à poursuivre les consultations pour assurer un financement plus prévisible et durable. L'Irak ont estimé que les priorités devraient surgir du processus de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM).

### DANS LES COULOIRS

Plus de 80 ministres rassemblés à Nairobi pour la SECA-12/FMME ont centré leur attention sur les résultats pratiques de la session. Ils se sont heurtés dans la matinée au premier obstacle: un projet Suisse de déclaration ministérielle visant à emballer le message lancé par cette session du Conseil à l'intention de Rio+20. Certains se sont montrés soucieux du fait que, si le projet était suivi, il nécessiterait de sérieuses négociations sur sa rédaction, ce qui gaspillerait un temps précieux dans une session du Conseil de trois jours seulement. Le sentiment était semblable à celui qui régnait lors des consultations des Groupes majeurs récemment conclues, où nombreux sont ceux qui ont exprimé des doutes sur les chances d'une avancée réellement décisive à Rio, du fait d'une volonté politique insuffisante au plus haut niveau. Un représentant des Groupes majeurs a estimé qu'il serait temps de mobiliser l'esprit africain d'Indaba pour lancer un véritable dialogue. Néanmoins, les anciens Directeurs exécutifs ont rappelé dans l'après-midi que les succès obtenus lors des Conférences de Stockholm en 1972 et de Rio en 1992 ont également été précédés de notes pessimistes et de blocages politiques, y compris des boycotts de la part de certains pays et des inquiétudes parmi les pays en développement de voir les engagements environnementaux réduire le financement de l'aide au développement.

Dans un nouveau rebondissement, certains anciens Directeurs exécutifs se sont prononcés contre les appels à la constitution d'une organisation des Nations Unies pour l'environnement, en appelant plutôt le PNUE à maintenir une approche intégratrice et multisectorielle, ainsi que l'accent mis sur le leadership scientifique. Reste à voir si ces réflexions auront une quelconque influence sur l'actuel plaidoyer pour un rôle institutionnel accru du PNUE.